

Didier Raoult, Michel Barnier, Stéphane Bancel, Jacques Chirac et Alain Mérieux ... qu’aurait



été le projet du labo P4 de Wuhan sans eux ?



En juillet 2003, Didier Raoult remet un “Rapport de mission” sur le bioterrorisme (1) au gouvernement de Jacques Chirac. Il y fait la publicité du laboratoire P4 des Mérieux et la promotion du financement de ce type de laboratoire de haute sécurité par l'État français.

Quelques mois plus tard, en janvier 2004, il devient président du labo des industriels lyonnais jusqu'à fin 2006. Entre-temps, la gestion de ce laboratoire de haute sécurité a été confiée à l'INSERM, alors dirigé par Christian Bréchet qui deviendra vice-président de la transnationale Institut Mérieux en 2008.

En 2004, Jacques Chirac, Michel Barnier, son ministre des affaires étrangères, et Philippe Douste-Blazy, son Ministre de la Santé (éternel serviteur de Bill Gates au sein d'Unitaid, dès mars 2007) discutent de la mise en place d'un projet qui inclut la “réalisation” du laboratoire P4 de Wuhan. Le 14 septembre 2005, Légifrance confirme l'accord bilatéral signé entre la France et la Chine. Il est à noter que Legifrance commet l'erreur d'évoquer Barnier et Douste-Blazy avec la même fonction de ministre des affaires étrangères dans ce document officiel (2).

Cet accord, négocié par les collègues politiques d'Alain Mérieux (Chirac, Douste-Blazy et Barnier), allait déboucher sur la création d'un comité de pilotage du projet; sans surprise, fin 2006, à sa tête et en représentation de la France, on trouve Alain Mérieux, président de la transnationale Institut Mérieux et, accessoirement, patron de Michel Barnier qui en est vice-président depuis février de cette année-là. Pour la Chine, Alain Mérieux sera accompagné de Chen Zhu, futur Ministre de la Santé de son pays (2007) et récent lauréat du Prix INSERM Étranger 2006 (n'est-ce pas monsieur Bréchet ?).

Par Arnaud Bivès
Publié le 23/02/2006 à 11h20



(Boursier.com) — L 'ancien Ministre Michel Barnier vient d'être nommé Vice-Président de Mérieux Alliance, holding présidée par Alain Mérieux, contrôlant l'ensemble des sociétés dans le domaine de la biologie : **bioMérieux**, Silliker, **Transgene** et ABL (Advanced BioScience Laboratories)).

En mai 2006, alors qu'il était vice-président de Mérieux Alliance/Institut Mérieux, Michel Barnier, futur vice-président de la Commission de l'UE, avait prévenu l'Union Européenne des risques encourus en matière de pandémies (3). Tout en étant à la tête de la transnationale des Mérieux, Barnier était aussi conseiller spécial du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso (futur patron de la GAVI créée au Forum de Davos par Klaus Schwab, Bill Gates et consorts en 2000).

Quelques mois plus tard, en juin 2007, Didier Raoult et Alain Mérieux se retrouvent pour lancer InfectioPôle Sud, la fondation chargée de mettre en place la création de l'IHU-MI. Dans le même temps, pour assurer le transfert de savoirs et de technologie du laboratoire P4 de Lyon vers celui de Wuhan, on trouve le PDG de bioMérieux et futur PDG de MODERNA, Stéphane Bancel. L'homme d'affaires marseillais, futur "père" du SpikeVax, censé protéger contre le virus de Wuhan, sera rejoint par Didier Raoult au sein de l'administration de la Fondation Mérieux, fin 2015.

Complot ? Vous avez dit, complot ?

1.

“Rapport de mission” sur le bioterrorisme:
“Il apparaît raisonnable de proposer au parlement des lois concernant l'obligation de soins pour maladies contagieuses. Deux éléments, au moins, sont à envisager : - Premièrement, l'obligation de consultation pour suspicion de maladies contagieuses. Cette obligation pourrait prendre comme modèle l'obligation de 1954 sur les alcootests réalisés d'une façon obligatoire dans l'intérêt de la sécurité publique. Ceci pourrait être utilisé dans les aéroports et par les forces de police en face de sujets manifestement infectés, toussant ou porteurs de lésions cutanées.”
<http://www2.cnrs.fr/sites/thema/fichier/bioterrorisme03.pdf>

2.

Autorisation du transfert des éléments constitutifs et de savoir-faire nécessaires à la réalisation d'« installation(s) » de haute sécurité, en particulier assistance à la réalisation d'un laboratoire de niveau de sécurité biologique 4 (NSB4) à l'Institut de virologie de Wuhan de l'Académie des sciences de Chine, ci-après dénommé : « laboratoire P4 de Wuhan », ainsi qu'assistance à la mise en service de quatre laboratoires mobiles de niveau de sécurité biologique 3 (NSB3), ci-après dénommés : « laboratoires P3 ».

Fait à Paris, le 14 septembre 2005.

Jacques Chirac

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Dominique de Villepin
Le ministre des affaires étrangères,
Philippe Douste-Blazy

Pour le Gouvernement
de la République française :
Michel Barnier,
Ministre des affaires
étrangères

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000422695>

3.



➡ Préparer une crise de santé publique

Le Centre opérationnel de gestion des crises sanitaires (HEOF: Health Emergency Operations Facility) doit permettre à la Commission d'avoir une vue d'ensemble des phénomènes de pandémie et d'épidémies, de fournir des informations et des données. Il doit également faciliter la communication entre les gestionnaires de crise des 25 Etats membres, ceux des pays associés, les organisations sanitaires internationales et les professionnels des urgences médicales. A la lumière des deux premières années d'expérience, il importe d'augmenter la capacité de réaction et de préparation aux urgences sanitaires de la Communauté et de permettre à la Commission de jouer un rôle dans la coordination d'urgences sanitaires et d'attaques bio terroristes transfrontalières.

https://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/dv/031006barnier_/031006barnier_fr.pdf